

## Rapport

# Exhumation de la fosse commune de Kivyuka Bubanza, Burundi

## Etat des lieux et recommandations

Le 8 juillet 2013

Bujumbura – Burundi



Le lundi 8 juillet 2013, une équipe d'Impunity Watch s'est rendue dans la province de Bubanza et est arrivée à Kivyuka en fin de journée. Le travail d'exhumation dans trois charniers venait de s'achever.

### **L'équipe d'Impunity Watch a constaté les choses suivantes :**

- Les travaux d'exhumation ont été supervisés par le gouverneur de la province de Bubanza, et le Commandant de la région, et une présence policière remarquable. Le travail d'exhumation a été effectué par des paysans équipés de pioches et sans aucune présence d'expert en exhumation, ni les familles des victimes et les observateurs de la société civile nationale ou internationale.
- L'opération s'est effectuée en l'absence d'Officiers de la Police Judiciaire (OPJ), chargés de débiter des enquêtes puisqu'il s'agit d'une scène de crime.
- Des dépouilles pouvant appartenir à des personnes différentes ont été placées dans un même cercueil.
- Comme les photos l'indiquent, les restes de crânes et d'autres ossements, sans doute des tibias et des avant-bras, ont été enveloppés dans des morceaux de tissus ayant servi de banderoles et mis dans onze (11) cercueils.
- Les 11 cercueils n'étaient pas fermés et certains étaient entamés par des termites.
- Impunity Watch a constaté l'absence totale d'organisations de la société civile locale.

### **Le gouverneur de la province de Bubanza a prononcé un discours de circonstance et a souligné les points suivants :**

« Le travail d'exhumation accompli ce lundi 8 juillet vient de prouver qu'il y a eu réellement un massacre de populations et que leurs dépouilles ont été jetés dans des fosses communes. Comme vous l'avez remarqué, les ossements étaient mélangés avec de la terre, ce qui veut dire qu'avec le temps, nous ne trouverons plus de preuves de ce massacre. Nous avons effectué cette exhumation dans le respect et la dignité. Que personne n'aille raconter des contrevérités concernant cette opération. »

De cette déclaration plusieurs interrogations apparaissent. Peut-on parler d'exhumation dans la dignité alors qu'elle a été effectuée avec des pioches utilisées pour la construction d'une route ? Peut-on parler de respect en l'absence des familles des victimes qui auraient pu effectuer certains rites funéraires ? Où sont le respect et la dignité lorsque l'on enveloppe des restes humains dans des morceaux de banderoles et que l'on entasse plusieurs dépouilles dans un même cercueil entamé par des termites ? De plus, il s'agit d'une scène de crime : comment garantir l'avenir d'une procédure judiciaire en l'absence d'un OPJ chargé de valider la procédure d'exhumation et la récolte des preuves ?

Par ailleurs, le gouverneur déclare à l'équipe d'Impunity Watch qui lui demande la manière dont s'est déroulée ce travail : « Nous l'avons fait avec la Croix Rouge et le CICR ». Cependant, interrogés par Impunity Watch le matin, la Croix Rouge Burundaise et le CICR ont affirmé qu'ils n'étaient pas sur place.

Dans son discours, le gouverneur a également insisté sur le fait que la population et l'association des victimes ont été consultées avant de procéder à cette opération.

Questionné à ce propos par Impunity Watch, un représentant de l'association des victimes de Kivyuka, qui a perdu son père dans ce massacre, a indiqué que le gouverneur ne l'a jamais approché pour parler de l'opération d'exhumation de ce lundi 8 juillet. « Je l'ai appris ce matin. J'étais à Bujumbura et ce sont les membres de mon association qui m'ont alerté ».

Dans son discours, le gouverneur a également déclaré que la population de Kivyuka sera consultée pour prendre des mesures concernant les dépouilles.

Pour Impunity Watch, le discours du gouverneur s'avère intimidant envers la population, les associations des victimes, et les organismes internationaux actifs dans cette affaire. Ce discours reflète une ignorance de la part du gouvernement Burundais quand il s'agit du traitement du passé et crée un précédent dangereux dans le traitement d'autres fausses communes sur le territoire Burundais.

L'attitude du gouvernement va à l'encontre des « standards internationaux et bonnes pratiques », ainsi que des coutumes et traditions burundaises exigeant un enterrement en dignité pour les morts.

L'argument du développement économique ou la construction de route ne doit cependant pas occulter le droit des victimes à la dignité. Pourtant le rapport Kavakure et l'avant-projet de loi portant création d'une Commission Vérité et Réconciliation (CVR) indiquent que le traitement des fosses communes sera défini par les recommandations résultantes de la CVR.

### **Impunity Watch recommande à la communauté internationale les choses suivantes :**

Impunity Watch recommande à la communauté internationale, et à travers ses représentants des corps diplomatiques et consulaires accrédités à Bujumbura les actions suivantes :

- 1- Une réunion entre les diplomates et les Nations Unies et le CICR pour une mise à jour sur les discussions entre le CICR et le Ministre de l'intérieur chargé de ce dossier.
- 2- Une rencontre urgente entre l'Ambassadeur de l'Union Européenne, de l'Amérique, et un représentant des Nations Unies avec le Ministre de l'intérieur afin de lui demander des comptes sur l'exhumation des 3 fosses communes à Kivyuka effectuée contrairement aux normes scientifiques.
- 3- Insister auprès du gouvernement afin d'entamer une consultation avec la population, en présence des observateurs nationaux et internationaux, en vue de décider de ce qu'il convient de faire des dépouilles.
- 4- Demander aux autorités burundaises un engagement clair qui permet à des experts internationaux en matière d'exhumation, d'examiner les 3 fosses communes avant de procéder à la construction de la route Bubanza-Ndora-Kayanza.

## Citations de quelques Citoyens à Kivyuka

L'équipe d'Impunity Watch a recueilli quelques témoignages de la population à Kivyuka et a constaté une atmosphère de terreur, intimidation et désolation parmi les citoyens :

« Nous pensons que dans chaque cercueil, il y a au moins les restes de 4 à 5 personnes. »

« Peut-on réellement connaître le nombre exact ? Nous avons ramassé des ossements en désordre. On pouvait juste deviner le sexe des victimes de part les habits : on voyait un pantalon, d'autres fois un pagne. »

« C'est désolant. Certes les nôtres sont morts, c'est fini pour eux, mais que l'on fasse des enquêtes et poursuivent les responsables. Nous les connaissons ».

« Nous pensons qu'il ne faut pas les enterrer dans un cimetière commun, car ces gens ne sont pas morts d'une mort naturelle. Il faut un site à part où nous pourrions nous recueillir. Il faut un mémorial pour eux comme on l'a fait ailleurs. »

---